



Versement 1609 W 1 - 64

Identification :

Intitulé/ Analyse : Alignement des communes.

Dates extrêmes : 1855-2013

Importance matérielle : 2 ml

Contexte

Services producteurs : Direction départementale de l'Équipement puis Conseil général.

Service fournisseur : Conseil général, Direction des Routes et de l'Action Territoriale (DRAT)\ Service des Affaires juridiques et gestion du domaine public (AJDP).

N° d'entrée du versement : 57189

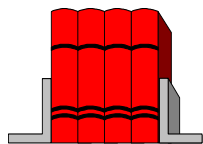
Date d'entrée du versement : 09/07/2013

Conditions d'accès aux documents :

Communicabilité immédiate

Contrôle de la description :

Date de rédaction de l'inventaire : Juillet 2016



Présentation

Présentation des services producteurs

Histoire administrative des services

La Direction Départementale de l'Équipement (DDE)

L'année 1967 voit la création d'un grand ministère de l'Équipement, à partir de la fusion entre le ministère des Travaux publics et des Transports, et celui de la Construction. Ce ministère s'appuie sur le corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées, et des ingénieurs des travaux publics de l'État.

L'Équipement s'organise très rapidement et les services extérieurs refondus donnent naissance en mars 1967 aux Directions départementales de l'Équipement (décret n° 67-278).

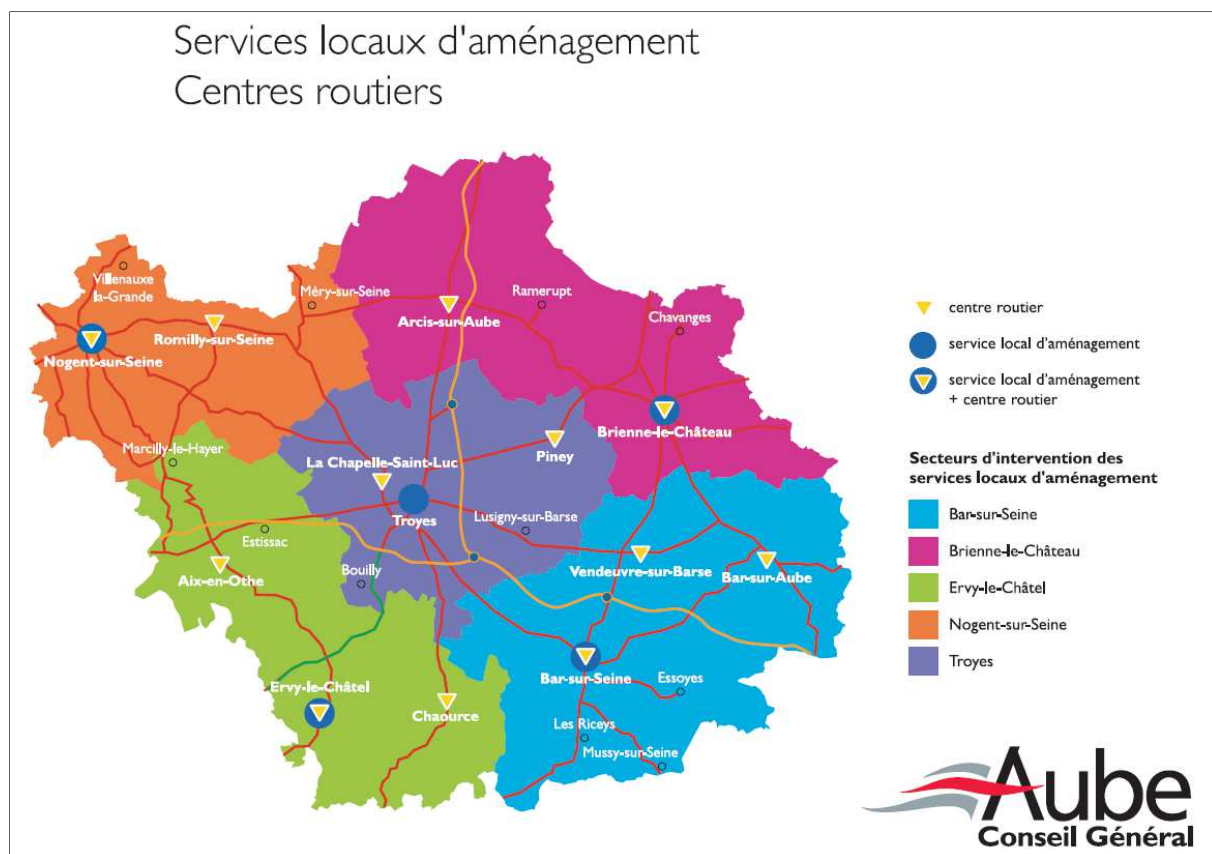
La DDE intervient dans les principaux domaines suivants :

- aménagement routier, entretien et exploitation des routes et de la sécurité ;
- urbanisme, habitat et construction ;
- maîtrise d'œuvre et conduite d'opérations en matière de voirie et de réseaux divers, aménagement urbain et de bâtiment ;
- gestion du patrimoine aéronautique civil et militaire ;
- transports terrestres.

L'« acte II de la décentralisation » prévu par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit que les Conseils généraux reprennent la totalité de la gestion des réseaux routiers départementaux dont ils ont la responsabilité. Au 1^{er} janvier 2007, la partie routière et ouvrages d'art (construction, entretien et exploitation) des DDE est donc transférée. Les routes départementales et routes nationales d'intérêt local passent sous la responsabilité des directions des routes des Conseils généraux.

La Direction des Routes et de l'Action Territoriale (DRAT)

Créée en janvier 2007, la Direction des Routes et de l'Action Territoriale (DRAT) gère les routes départementales existantes (entretien, modernisation et circulation) et est également impliquée dans certains domaines techniques relevant de la responsabilité du Conseil départemental : transports scolaires, aménagement rural, patrimoine. La DRAT assure une présence technique sur l'ensemble du département, à travers ses cinq Services Locaux d'Aménagement (SLA) et ses douze centres routiers.



Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement

Ce versement concerne l'alignement des communes situées sur le territoire du Service Local d'aménagement de Troyes. Il est constitué des dossiers d'approbation, de modification ou de suppression des plans d'alignement.

Il permet d'évaluer, au fil du temps, les limites entre le domaine public routier et les propriétés riveraines.

Composition type d'un dossier d'approbation ou de modification d'alignement :

- dossier d'alignement : notice explicative, plan de situation, plan de profil en travers type, plan d'alignement
- arrêté préfectoral
- avis d'ouverture d'enquête
- registre d'enquête
- liste des propriétaires des parcelles riveraines
- lettres de notification aux propriétaires du dépôt du dossier en mairie
- coupures de presse (publication officielle)
- extraits de procès-verbaux de délibérations de la commune et du Conseil général
- certificats de publication et d'affichage
- correspondance

Composition type d'un dossier de suppression d'alignement :

- arrêté de mise à l'enquête
- notice explicative
- registre d'enquête, rapport du commissaire enquêteur
- extraits de procès-verbaux de délibérations
- certificats de publication et d'affichage
- correspondance

Mode(s) de classement adopté(s)

Les dossiers sont classés selon leur nature (approbation – modification d'alignement / suppression d'alignement) puis par ordre alphabétique des communes.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains dossiers sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008 en vertu des articles 17 et 18.

La loi Archives n° 2008-696 instaure le principe de la libre communicabilité des archives publiques à toute personne, et révisé les délais spéciaux. Les délais spéciaux sont désormais (suivant le contenu du document) :

- de 25, 50 et 75 ans à compter de la date du document ; le délai de 100 ans tel que le fixait la Loi Archives n° 79-18 étant toujours applicable dans le cas de dossiers ou d'actes mettant en cause des mineurs.

- de 100 et 120 ans à compter de la date de naissance de la personne ou de 25 ans à compter de la date de décès de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

Aux termes de la loi n°2008-696 sur les archives, les dossiers sont communicables immédiatement.

1609 W 1 - 64

ALIGNEMENT DES COMMUNES.

1855 - 2013

1609 W 1 – 54

Approbation et modification des plans d'alignement.

1855 - 2001

1609 W 1

Bouranton.- Chemins vicinaux ordinaires n^{os} 1, 2 et 4 (1902), chemin vicinal ordinaire n^o 2 (1904), chemin d'intérêt commun n^o 86 (1935).

1902 - 1935

1609 W 2 - 4

Bréviandes.

1973 - 1980

1609 W 2

Chemin départemental n^o 93.

1973 - 1975

1609 W 3

Chemin départemental n^o 72.

1976 - 1979

1609 W 4

Chemin départemental n^o 72.

1979 - 1980

1609 W 5 - 10

La Chapelle-Saint-Luc.

1895 - 1974

1609 W 5

Chemin départemental n^o 20 (fragile).

1895

1609 W 6

Chemin vicinal ordinaire n^o 6 / chemin départemental n^o 78a (section comprise du Pont sur le canal Saint-Etienne au territoire de Troyes).

1899

1609 W 7	Chemin d'intérêt commun n° 78 (Route départementale n° 78, rue Aristide Briand).	1935
1609 W 8	Chemin départemental n° 78a.	1970 - 1971
1609 W 9	Chemin d'intérêt commun n° 78 / chemin départemental n° 20c (Route départementale n° 20c, rue Aristide Briand).	1916 - 1974
1609 W 10	Avenue Jean Jaurès (Route départementale n° 60a).	1928
1609 W 11	Montgueux (Routes départementales n°s 141 et 91 - rue l'Argentier, rue Victor Lesache, rue de Chanet, rue Léon Beaugrand, rue du Cotet, chemin Coclet, ruelle Coclet).	1999 - 2001
1609 W 12 - 13	Les Noës-près-Troyes.	1972 - 1992
1609 W 12	Chemin départemental n° 60 (section comprise entre le chemin départemental n° 85 et la rue Pasteur dite rue de la République).	1972 - 1974
1609 W 13	Route départementale n° 60b (section dite Rue de la République).	1989 - 1992
1609 W 14 - 15	Pont-Sainte-Marie.	1968 - 1979

1609 W 14	Route nationale n° 60 (section comprise entre le pont sur la Seine et le territoire de Troyes).	1968 - 1969
1609 W 15	Chemin départemental n° 78 (section comprise entre la limite de Lavau et le chemin départemental n° 78b).	1978 - 1979
1609 W 16 - 21	La Rivière-de-Corps.	1969 - 1995
1609 W 16	Route départementale n° 53 (plan de 1970). <i>À noter des courriers relatifs au projet de modification du plan d'alignement (1994-1995).</i>	1969 - 1995
1609 W 17	Route départementale n° 94 - rue Victor Hugo.	1978 - 1992
1609 W 18	Chemin départemental n° 94 (section comprise entre le chemin départemental n° 94b côté Lépine et le chemin départemental n° 53 rue Victor Hugo).	1978 - 1979
1609 W 19	Chemin départemental n° 94 - rue Pasteur (section comprise entre le chemin départemental n° 53 rue Jean Jaurès et le chemin départemental n° 94b rue Emile Buck).	1986 - 1987
1609 W 20	Chemin départemental n° 94 (section comprise entre le chemin départemental n° 53 et la route nationale n° 60).	1978 - 1980
1609 W 21	Chemin départemental n° 94b - rue Jules Cuisin (section comprise entre la rue Etienne Dolet et le chemin départemental n° 53).	1982 - 1983

1609 W 22 - 27	Rosières-près-Troyes.	1970 - 1983
1609 W 22	Chemin départemental n° 21 (section formant tronçon commun avec le chemin départemental n° 85b).	1970 - 1971
1609 W 23	Chemin départemental n° 109 (section comprise entre les chemins départementaux n°s 85 et 21).	1971
1609 W 24	Chemin départemental n° 21 (section comprise entre le chemin départemental n° 109 et le chemin départemental n° 85c côté Bréviandes).	1972 - 1973
1609 W 25	Chemin départemental n° 85 (traverse de Viélaïnes, commune de Rosières-près-Troyes).	1976 - 1977
1609 W 26	Chemin départemental n° 109 (section comprise entre les chemins départementaux n°s 85 et 21 dite Rue Jules Ferry).	1979 - 1980
1609 W 27	Chemin départemental n° 109 (section dite Route de Saint-Pouange et Rue du Chêne comprise entre la limite de la commune de Saint-Pouange et le chemin départemental n° 85).	1983
1609 W 28 - 32	Saint-André-les-Vergers.	1968 - 1996
1609 W 28	Chemin départemental n° 85 (section comprise entre les chemins départementaux n°s 41a et 85a).	1968 - 1969

1609 W 29	Route nationale n° 77 (section comprise entre les PK 33050 et 34665).	1971 - 1973
1609 W 30	Chemin départemental n° 41 (section comprise entre les chemins départementaux n°s 85a et 41a).	1971 - 1973
1609 W 31	Route départementale n° 41 (section dénommée Avenue d'Echenilly).	1995 - 1996
1609 W 32	Chemin départemental n° 41 - avenue d'Echenilly et chemin départemental n° 85a - rue Frédéric Mistral.	1984 - 1985
1609 W 33 - 36	Saint-Germain.	1934 - 1987
1609 W 33	Route nationale n° 77 (section comprise entre les PK 30550 et 31380).	1962 - 1970
1609 W 34	Chemin départemental n° 94 (section comprise de l'entrée de Lépine côté Laines-aux-Bois à la rue de l'Eglise). Chemin départemental n° 141 (section comprise de la rue de l'Eglise à la sortie de Lépine côté Saint-Germain).	1934 - 1987
1609 W 35	Chemin départemental n° 141 (chemin dit Route de Lépine).	1984 - 1985
1609 W 36	Chemin départemental n° 83 (chemin dans la traverse de Chevillele).	1985 – 1987

1609 W 37	Saint-Jean-de-Bonneval.- Chemin départemental n° 123.	1958
1609 W 38 - 40	Saint-Julien-les-Villas.	1968 - 1985
1609 W 38	Chemin départemental n° 21 (section comprise entre le territoire de Rosières et le pont SNCF).	1968 - 1969
1609 W 39	Chemin départemental n° 49 (section comprise entre le territoire de Troyes et le pont du Déversoir).	1973 - 1975
1609 W 40	Chemin départemental n° 93 - rue Gambetta (section comprise du chemin départemental n° 93a au chemin départemental n° 21).	1984 - 1985
1609 W 41 - 43	Saint-Parres-aux-Tertres.	1971 - 1982
1609 W 41	Chemin départemental n° 86.	1971 - 1972
1609 W 42	Chemin départemental n° 172 (section comprise entre le chemin départemental n° 147 et la route nationale n° 19).	1980 - 1981
1609 W 43	Chemin départemental n° 147 (section comprise entre le chemin départemental n° 172 et la rue du docteur Roux dite rue Pierre Curie).	1980 - 1982
1609 W 44 - 45	Sainte-Savine.	1972 - 1979

1609 W 44	Chemin départemental n° 53 (section comprise entre la rue Plaine des Gardes et la Rivière-de-Corps).	1972 - 1973
1609 W 45	Chemin départemental n° 60 (section comprise entre la rue Sarraill et le carrefour formé par la rue de Chanteloup et la rue de la République).	1976 - 1979
1609 W 46	Sainte-Savine/ Saint-André-les-Vergers.- Chemin départemental n° 53 (section dite rue Paul Doumer comprise entre la limite de la Rivière-de-Corps et la rue Benoît Malon).	1981 - 2000
1609 W 47 - 49	Troyes.	1969 - 1980
1609 W 47	Route nationale n° 60 (section comprise entre les PK 57204 et 57682).	1969
1609 W 48	Route nationale n° 77 (section comprise entre les PK 34665 et 35378 rue Anatole France).	1971 - 1972
1609 W 49	Route nationale n° 77 (section comprise entre les PK 35378 - pont S.N.C.F et 33450 - Boulevard Pompidou).	1978 - 1980
1609 W 50	Torvilliers.- Chemin départemental n° 53 (section comprise entre l'entrée de l'agglomération et la limite de la commune : rue du Réservoir - rue de la Mairie - rue du 11 novembre).	1980 - 1982
1609 W 51 - 52	Villacerf.	1855 - 1861

1609 W 51	Chemin d'intérêt commun n° 18.	1855
1609 W 52	Rue Royale.	1861
1609 W 53	Villechétif.- Chemin départemental n° 147 (traverse de Belley).	1985 - 1986
1609 W 54	Villeloup.- Chemins d'intérêt communs n°s 51 et 31 (1913, 1939). Chemin départemental n° 209 : correspondance relative à une demande d'alignement de parcelle (1987).	1913 - 1987
1609 W 55 – 64	Suppressions des plans d'alignement dans le cadre de l'élaboration, de la révision ou de la modification des Plans d'Occupation des Sols (POS) et Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).	2001 - 2013
1609 W 55	Bouranton, routes départementales n°s 86 et 186.	2010 - 2011
1609 W 56	La-Chapelle-Sainte-Luc, routes départementales n°s 20, 20c, 60a, 78a.	2010 - 2011
1609 W 57	Laines-aux-Bois, routes départementales n°s 83 et 94.	2001 - 2005
1609 W 58 - 59	Saint-André-les-Vergers.	2006 - 2013

1609 W 58	Route départementale n° 677.	2006 - 2009
1609 W 59	Routes départementales n°s 41b, 53, 85.	2012 - 2013
1609 W 60	Saint-Germain , routes départementales n°s 83, 94, 141.	2008 - 2011
1609 W 61	Saint-Julien-les-Villas , routes départementales n°s 21, 49, 93, 93a.	2011 - 2012
1609 W 62	Sainte-Savine , routes départementales n°s 53, 60, 85.	2010 - 2012
1609 W 63	Souligny , routes départementales n°s 72, 94, 94a.	2011 - 2012
1609 W 64	Villarcenf , route départementale n° 165.	2011 - 2012